

## **Urgence absolue face à la pauvreté**

**La pauvreté avait atteint un point bas au début des années 2000. Depuis la grande récession, il y a une rupture historique : elle ne cesse de remonter, avec une forte accélération ces dernières années.**

Selon l'INSEE, cinq millions de personnes, autrement dit 8 % de la population, vivent avec moins de 855 € par mois pour une personne seule ou moins de 1 796 € pour un couple avec deux enfants. L'augmentation des dépenses sociales n'a pas suffi à contrecarrer cette dynamique redoutable. Non seulement en effet la pauvreté progresse à nouveau et de plus en plus vite, mais son intensité aussi s'accroît de manière de plus en plus inquiétante : la moitié des personnes pauvres a moins de 707 € par mois pour vivre ; 30 % sont des jeunes de moins de 18 ans ; le nombre de femmes seules avec enfants en situation de grande pauvreté augmente vertigineusement, avec une vulnérabilité et une précarité qui risquent de se transmettre d'une génération à l'autre.

Chacun de nous peut constater tous les jours cette montée grandissante des exclusions de toute nature. Il suffit d'ouvrir les yeux, dans les rues animées de nos villes où elles se donnent à voir comme dans leur périphérie ou en zones rurales, où souvent plus silencieuses, elles ne sont pas moins décelables ni moins ravageuses. Sans emploi, sans logement, sans soins, puis sans repère, tout se casse en effet très vite du lien avec les autres.

Il y a urgence absolue ainsi à agir pour refaire société. Pourtant, ce sont aujourd'hui d'abord des renoncements qui sont érigés en nouveaux principes d'action.

Au nom d'une relance du logement, on réduit brutalement les budgets des centres d'hébergement ; au nom d'une reprise de l'emploi, on supprime sans attendre la plus grande part des emplois aidés ; au nom d'une priorité donnée au travail, on coupe dans les aides sociales... On veut engranger tout de suite les résultats de politiques qui mettront nécessairement du temps à changer les choses en profondeur si elles réussissent. Mais en réalité, dans l'immédiat, c'est baisser les bras, c'est se résigner à ce qui est pensé comme de l'ordre de la fatalité, une fatalité dont il faudrait juste atténuer les effets les plus délétères. En somme, accepter l'inacceptable au lieu de le combattre.

Cette situation qui empire interpelle fondamentalement nos Eglises pour qu'elle deviennent toujours plus pleinement et plus complètement encore solidaires au nom de Jésus-Christ des plus pauvres et des plus fragiles, protestant pour Dieu, protestant pour l'homme par leur engagement auprès de celles et de ceux en situation de précarité et d'exclusion.

C'est par essence le projet vivant d'une Eglise de témoins tout entière soudée en communauté fraternelle pour entendre l'appel qui lui est adressé, discerner comment agir, oser se mettre en risque, proclamer par des actes la ferme conviction que nul n'est assigné à une situation ou à un destin et que l'avenir se construit pour les personnes comme pour les sociétés. Affirmer et revendiquer notre responsabilité d'Eglise à cet égard plutôt que de se résigner aux évolutions économiques et sociales en cours, ce n'est pas faire de la politique, c'est s'ancrer sur l'Evangile, vivant et libérateur, pour faire rayonner une théologie de l'espérance. En affirmant notre certitude que toute personne peut être le premier acteur de sa vie et que l'avenir se construit, pour les individus comme pour les sociétés, car nul n'est assigné à une situation ou à un destin. En refusant de nous résigner à des injustices présentées comme des fatalités. Et en revendiquant notre responsabilité à l'égard de celui que notre société blesse.

C'est dire combien la coupure entre l'Eglise et « les œuvres », souvent encore sensible, bien au-delà de la césure juridique qu'a introduite la loi de 1905 entre associations culturelles et entraides, est artificielle et doit être absolument surmontée. La première se centre parfois sur sa mission première d'annonce de l'Évangile au point que l'engagement dans l'entraide soit renvoyé à un bénévolat personnel, suspect parfois d'être moins au bénéfice de celui qu'on entend aider qu'à celui qui s'engage. Et les « œuvres » ont quelquefois dans notre protestantisme comme un relent sulfureux qui peut amener à s'en tenir éloigné et par contrecoup leur fait perdre leur lien avec les Eglises dont elles sont pourtant issues.

Ne nous y trompons pas. Ce n'est pas d'argent, de dons, d'offrandes dont il est d'abord besoin. C'est de présence, de temps donné, de disponibilité ouverte à la rencontre de l'autre. C'est manifester en allant vers l'autre que l'humanité se tisse dans la relation et que l'échange, et non la prestation ou le dispositif, est au fondement de toute solidarité vraie.

Alors, sachons faire résonner profondément en nous tout au long des jours de cette nouvelle année qui s'ouvre l'exhortation de la Règle de Reuilly : « *Aie le sens d'autrui planté en toi comme un aiguillon car le temps presse* ».

Et agissons. Dans l'enthousiasme de l'avenir à construire. Dans la certitude qu'un monde différent est possible. Et dans la conviction qu'il dépend de nous qu'il adienne en antichambre du Royaume.

Devenons ainsi chacun « **réparateur de brèches, celui qui restaure les chemins, qui rend le pays habitable** », comme nous y invite Esaïe (58.12).

Antoine DURRLEMAN

Président du Centre d'action sociale protestant (CASP)